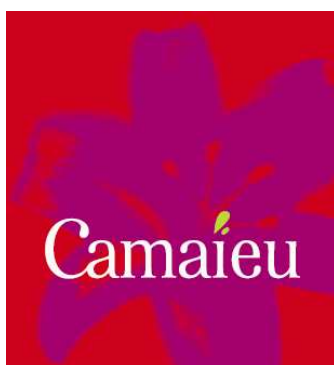


Rapport financier semestriel 2009



CAMAIEU

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 24 240 816 euros
Siège social : 211 Avenue Brame - 59100 ROUBAIX
330 345 927 RCS ROUBAIX-TOURCOING

A- Attestation de la personne assumant la responsabilité du rapport financier

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Christian Watry
Président du Directoire

B- Rapport du Directoire au Conseil de Surveillance

RESULTATS SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2009

1. FAITS MARQUANTS

Le premier semestre 2009 a été marqué par une nouvelle croissance de l'activité et la poursuite du développement en France et à l'International.

Au 30 juin 2009, l'enseigne est composée de 801 magasins dont 286 magasins à l'international.

La principale incertitude pour le second semestre réside dans la consommation et le dynamisme du marché du prêt-à-porter féminin.

2. SA CAMAIEU

Le chiffre d'affaires hors taxe de la société, représentant la redevance acquittée par CAMAIEU INTERNATIONAL au titre des différentes prestations, s'est élevé à 2,0 millions d'euros sur le semestre.

La société SA Camaïeu a reçu en date du 30 juin 2009 un dividende net de 14 840 896 euros de sa filiale la SAS Camaïeu International représentant le solde du dividende 2008 de 8 euros par action.

Conformément à l'Assemblée Générale du 2 juin 2009, la société SA Camaïeu a versé un dividende de 8 euros net par action, représentant un montant total de 48,1 millions d'euros.

3. PARTICIPATIONS

La société SA Camaïeu détient 100% de la société SAS Camaïeu International et détient 99,9% de la société BV ULFILAS.

4. AUTO-CONTROLE

Au 30 juin 2009, la société détient 43 113 actions représentant 0,7% du capital.

5. PLAN DE STOCKS OPTIONS

Différents plans de stocks options d'achat ont été attribués conformément aux autorisations données par l'assemblée Générale.

Situation au 30 juin 2009 (nombre d'options restantes) :

PLAN 2004

Date d'attribution : 31 janvier 2004
Nombre d'options : 6 523
Bénéficiaires : 27 salariés
Prix d'exercice : 63,55 euros par action
Date de validité : 30 janvier 2011

PLAN 2005

Date d'attribution : 14 octobre 2005
Nombre d'options : 18 110
Bénéficiaires : 24 salariés
Prix d'exercice : 101,06 euros par action
Date de validité : 14 octobre 2012

PLAN 2007

Date d'attribution : 28 décembre 2007
Nombre d'options : 10 752
Bénéficiaires : 28 salariés
Prix d'exercice : 260,53 euros par action
Date de validité : 28 décembre 2014

PLAN 2009

Date d'attribution : 30 janvier 2009
Nombre d'options : 20 910
Bénéficiaires : 32 salariés
Prix d'exercice : 128,63 euros par action
Date de validité : 30 janvier 2016

6. RACHAT D' ACTIONS

L'Assemblée Générale du 28 mai 2008 a autorisé l'achat d'actions pour une période de 18 mois dans les buts suivants par ordre de priorité :

- l'attribution d'actions aux salariés et dirigeants dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, du régime des options d'achat d'actions ou par le biais d'un plan d'épargne entreprise;
- l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Camaïeu par un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF ;
- la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société dans le respect de la réglementation en vigueur;

- l'achat d'actions par Camaïeu pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;

Les opérations effectuées à ce titre devront être réalisées à un prix maximum d'achat de 300 euros dans la limite d'un nombre maximum d'actions équivalent au plus à 10% du capital social.

Le programme à ce jour, n'a pas encore été activé.

7. RESULTATS DU GROUPE CAMAIEU

Nous vous présentons par ailleurs nos résultats semestriels établis selon les normes IFRS (comptes complets) au 30 juin 2009.

8. COMMUNIQUE

CHIFFRE D'AFFAIRES : +6,4%
RESULTAT OPERATIONNEL : -23%
RESULTAT NET : -23%

Données consolidées (M€)	30/06/2009	% CA	30/06/2008	% CA	2009/2008
Chiffre d'affaires	348		327,1		6,4%
Résultat opérationnel	48,3	13,9	62,4	19,1	-22,6%
Résultat avant impôt	48,4	13,9	61,4	18,8	-21,2%
Résultat net	31,2	9,0	40,4	12,4	-22,8%

Résultats

Au cours du 1^{er} semestre, Camaïeu a réalisé un chiffre d'affaires de 348 M€ en progression de 6,4% par rapport à 2008 et en régression de -4,3% à surface comparable. Cette performance a été réalisée dans un marché du prêt-à-porter féminin en France en retrait de -5,2% sur la période.

La baisse du chiffre d'affaires à surface comparable, la diminution du taux de marge commerciale et l'augmentation des frais liés aux nombreuses ouvertures sur les 12 derniers mois dégradent le résultat opérationnel qui s'élève à 48 M€ en retrait de 23% par rapport au 1^{er} semestre 2008.

Le résultat financier s'améliore de près d'1 million d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2008.

Le résultat net s'élève à 31,2 M€, en diminution de 9,2 M€ par rapport à 2008 et représente 9% du chiffre d'affaires consolidé.

Développement

Au 30 juin 2009, le réseau Camaïeu se compose de 801 magasins dont 286 à l'International.

Le Groupe poursuivra son rythme de développement au cours du second semestre et ouvrira sur l'année près de 120 magasins dont une dizaine de magasins en partenariat pour un budget d'investissement annuel fixé à 65 M€.

Le chiffre d'affaires du 3^{ème} trimestre 2009 sera publié le 14 octobre après clôture.

9. CLÔTURE

Nous restons à votre disposition pour vous donner tous les renseignements complémentaires que vous souhaiteriez.

Nous vous remercions de bien vouloir prendre note de ces dispositions.

LE DIRECTOIRE

C- Les Comptes intermédiaires

I – Bilan consolidé au 30 juin 2009 (en milliers d'euros)

ACTIF	Net 30/06/2009	Net 30/06/2008	Net 31/12/2008	
Actifs non courants :				
Actifs incorporels.....	138 587	125 512	127 772	Note 1
Immobilisations corporelles.....	106 698	85 771	94 360	Note 2
Autres actifs financiers.....	11 016	8 965	10 065	Note 3
Actifs d'impôts différés.....	7 837	3 770	7 335	Note 20
Total actifs non courants.....	264 138	224 018	239 532	
Actifs courants :				
Stocks.....	57 806	47 923	54 885	
Clients	6 448	6 660	7 701	Note 4
Autres créances.....	13 132	10 235	7 202	Note 5
Charges constatées d'avance....	18 907	15 463	17 475	Note 6
Instruments financiers dérivés	0	2 471	0	Note 10.6
Trésorerie et Equivalents de Trésor...	69 073	65 976	105 446	Note 7
Total actifs courants.....	165 366	148 728	192 709	
Actifs des activités abandonnées.....	0	0	0	
Total actifs.....	429 504	372 746	432 241	
PASSIF				
	Net 30/06/2009	Net 30/06/2008	Net 31/12/2008	
Capital.....	24 241	24 241	24 241	Note 8
Primes d'émission, fusion, apport....	6 151	6 151	6 151	
Actions propres.....	-6 117	-6 117	-6 117	
Réserves consolidées.....	152 413	110 163	104 332	
Résultat/Part du groupe.....	31 165	40 384	99 160	
Capitaux propres / part du groupe...	207 853	174 822	227 767	
Intérêts minoritaires.....	1	1	1	
Total capitaux propres.....	207 854	174 823	227 768	
Passifs non courants :				
Dettes financières	89 825	81 381	80 454	Note 10
Passifs d'impôts différés.....	14 464	13 045	13 891	Note 20
Provisions	1 212	1 266	1 212	Note 9
Total passifs non courants.....	105 501	95 692	95 557	
Passifs courants :				
Provisions	3 787	5 496	3 524	Note 9
Dettes financières	3 256	3 029	2 375	Note 10
Dettes fournisseurs.....	60 373	56 901	54 524	
Autres dettes	41 404	34 763	44 722	Note 11
Instruments financiers dérivés	7 329	2 042	3 771	Note 10.6
Total passifs courants.....	116 149	102 231	108 916	
Passifs des activités abandonnées...	0	0	0	
Total passifs.....	429 504	372 746	432 241	

II. Compte de résultat consolidé au 30 juin 2009 (En milliers d'euros)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008	
Activités poursuivies :				
Ventes de marchandises et de services	348 037	327 088	709 134	Note 12
Chiffre d'affaires	348 037	327 088	709 134	
Autres produits	720	1 566	2 237	Note 13
Produits des Activités ordinaires	348 757	328 654	711 371	
Achats consommés de marchandises.....	-139 288	-128 131	-270 858	
Achats consommés matières premières et autres approvisionnement...	-11 687	-8 489	-19 617	
Autres charges externes	-69 875	-58 270	-123 368	
Impôts, taxes et assimilés	-6 294	-4 786	-11 067	
Charges de personnel	-58 190	-52 730	-110 170	
Dotation aux amortissements	-11 978	-10 892	-22 769	
Dotation et reprise provisions	-2 869	-2 721	-1 980	Note 17
Autres charges	-237	-274	-356	Note 18
Résultat opérationnel	48 339	62 361	151 186	
Coût de l'endettement financier net.	-1 173	-954	-1 852	Note 19
Autres produits financiers	2 135	643	1 641	Note 19
Autres charges financières	-894	-641	-1 649	Note 19
Résultat avant impôt	48 407	61 409	149 326	
Charges d'impôts	17 242	21 025	-50 166	Note 20
Résultat consolidé net des activités poursuivies ...	31 165	40 384	99 160	
Activités abandonnées :				
Résultat des activités abandonnées	0	0	0	
Résultat consolidé net	31 165	40 384	99 160	
Part des minoritaires.....	0	0	0	
Part société mère	31 165	40 384	99 160	
Résultat net de base par action en euros	5.18	6.71	16.48	
Résultat net dilué par action en euros	5.14	6.66	16.36	

III. Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement dans les capitaux propres (en milliers d'euros)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Résultat Net de l'ensemble consolidé	31 165	40 384	99 160
Ecarts de conversion.....	-877	800	-2 148
Réévaluation des instruments dérivés de couverture (*)	- 2 222	2 402	-1 397
Total Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.....	-3 099	3 202	-3 545
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	28 066	43 586	95 615
Dont part du Groupe	28 066	43 586	95 615
Dont part des intérêts minoritaires	0	0	0

(*) Impacts net d'impôt

IV. Tableaux de variations des capitaux propres Groupe (en milliers d'euros)

	capital	Réserves liées au capital	Réserves et Résultat consolidés	Titres auto- détenus	Gains Pertes compta directement en CP	et	Capitaux propres Groupe	Capitaux propres Part Minorit.	Total Capitaux propres
Capitaux Propres au 31/12/2007	24 241	6 151	162 272	-16 481			175 627	1	175 628
Paiements en actions			270				270		270
Opérations sur titres auto-détenus.			-871	10 364			9 493		9 493
Dividendes mis en paiement.....			-54 154				-54 54		-54 154
Résultat net période			40 384				40 384		40 384
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						3 202	3 202		3 202
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			40 384			3 202	43 586		43 586
Capitaux Propres au 30/06/2008	24 241	6 151	147 901	-6 117			174 822	1	174 823
Paiements en actions			150				150		150
Opérations sur titres auto-détenus.			121				121		121
Résultat net période			58 776				58 776		58 776
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						-6 747			-6 747
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			58 776			-6 747	52 029		52 029
Autres variations			645				645		645
Capitaux Propres au 31/12/2008	24 241	6 151	207 593	- 6 117			227 767	1	227 768
Paiements en actions			264				264		264
Opérations sur titres auto-détenus.			-121				-121		-121
Dividendes mis en paiement.....			-48 137				-48 137		-48 137
Résultat net période			31 165				31 165		31 165
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						-3 099	-3 099		-3 099
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			31 165			-3 099	28 066		28 066
Autres variations			14				14		14
Capitaux Propres au 30/06/2009	24 241	6 151	190 778	- 6 117			207 853	1	207 854

V. Tableau de flux de trésorerie

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Flux de trésorerie liés à l'activité :			
Résultat net	31 165	40 384	99 160
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité.....			
Opérations de cession d'actifs immobilisés.....	-110	-123	-69
Amortissements et provisions.....	12 431	10 801	19 986
Variation des impôts différés.....	1 234	2 207	606
Marge brute d'autofinancement	44 720	53 268	119 683
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité *....	-4 060	-22 723	-20 875
Flux net de trésorerie généré par l'activité	40 660	30 545	98 808
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :			
Acquisitions d'immobilisations.....	-39 061	-16 962	-42 884
Cessions d'immobilisations	315	385	396
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement ..	-38 746	-16 577	-42 488
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :			
Variation sur actions propres.....	0	10 364	10 364
Remboursement d'emprunts / Etablissements de Crédit.....	-923	-1 036	-1 898
Nouveaux emprunts / Etablissements de Crédit.....	10 027	0	0
Dividendes mis en paiement.....	-48 137	-54 154	-54 154
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement ..	-39 033	-44 826	-45 688
Variation de trésorerie	-37 119	-30 858	10 632
Incidence variations taux de change.....	-403	220	-1 080
Trésorerie et Equivalents de trésorerie à l'ouverture **..	104 930	95 378	95 378
Trésorerie et Equivalents de trésorerie à la clôture **..	67 408	64 740	104 930

* Détail de la variation du besoin en fonds de roulement	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Stocks	-2 994	-2 981	-10 615
Clients	1 274	1 270	380
Autres créances	- 5 928	-7 214	- 4 350
Charges/produits constatés d'avance	-219	-1 623	- 1 755
Dettes fournisseurs (hors immobilisations)	7 443	5 586	2 398
Autres dettes	-3 636	-17 761	- 6 933
TOTAUX	-4 060	-22 723	-20 875

** Détail de la Trésorerie et Equivalents de Trésorerie	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Trésorerie et Equivalents de Trésorerie à l'actif du bilan	69 073	65 976	105 446
Soldes créditeurs de banque en dettes financières au passif	-1 665	-1 236	-516
TOTAUX	67 408	64 740	104 930

5. Informations relatives à l'entreprise

Camaïeu, S.A. est une société anonyme à Directoire de droit français. Elle a son siège à Roubaix (France) et est cotée à Paris.

Les comptes consolidés complets au 30 juin 2009 ont été arrêtés par le Directoire en date du 26/08/2009 et soumis à l'avis du Conseil de surveillance en date du 28/08/2009.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros, arrondi au millier le plus proche.

6. Référentiel comptable, modalités de consolidation

6.1 Référentiel comptable

Conformément au règlement CE 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe sont établis selon les normes comptables internationales.

Les normes comptables internationales comprennent les normes IFRS (International Financial Reporting Standards), les normes I.A.S. (International Accounting Standards) ainsi que les interprétations (IFRIC et SIC).

Les informations financières relatives à la période ont été préparées en conformité avec l'ensemble des normes et interprétations IAS / IFRS adoptées par l'Union européenne, dont l'application est obligatoire pour la période de clôture du 30 juin 2009 et disponible sur le site :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission

Ces principes ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application, obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009, des normes et interprétations suivantes non encore endossées par l'Union Européenne, serait sans incidence sur les comptes du Groupe :

- IFRIC 12, Accords de concession de services
L'entrée en vigueur obligatoire de cette interprétation a été fixée par l'UE, aux exercices ouverts à compter du 29 mars 2009.
- IFRIC 16, Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger
L'entrée en vigueur obligatoire de cette interprétation a été fixée par l'UE, aux exercices ouverts au plus tard à compter du 1er juillet 2009.

Le Groupe n'a décidé d'appliquer par anticipation aucune norme ou interprétation en vigueur au sein de l'Union Européenne au 30 juin 2009 et dont l'application obligatoire est postérieure au 30 juin 2009.

Les méthodes comptables adoptées sont cohérentes avec celles de l'exercice précédent au 31 décembre 2008, à l'exception des changements présentés aux paragraphes ci-dessous :

Application de nouvelles normes, amendements de normes et d'interprétations de normes en vigueur au sein de l'Union Européenne au 30 juin 2009 et d'application obligatoire à cette date

Au cours du premier semestre 2009, le Groupe a adopté les nouvelles normes, amendements IFRS ainsi que les nouvelles interprétations IFRIC qui sont d'application obligatoire au 30 juin 2009.

L'adoption des normes et interprétations suivantes a entraîné un impact sur les états financiers du Groupe :

- Norme IAS 1 révisée
Cet amendement a pour principale conséquence de scinder le tableau de variation des capitaux propres en deux états distincts présentant d'une part les transactions en capital avec les actionnaires et d'autre part les produits et charges directement comptabilisés dans les capitaux propres.
- Norme IFRS 8 « Définition des secteurs de présentation de l'information sectorielle »
Les segments opérationnels qui sont présentés à partir du 1^{er} janvier 2009 en application de cette norme doivent correspondre à la segmentation suivie par la Direction du Groupe.

L'adoption des normes et interprétations suivantes n'a pas eu d'impact sur les états financiers du Groupe :

- L'amendement de la Norme IAS 23 « coût d'emprunts, relatif à la suppression de l'option de comptabilisation en charge des coûts financiers des actifs qualifiés »

- L'amendement de la Norme IAS1/IAS 32 « Instruments financiers remboursables par anticipation à la juste valeur et obligation en cas de liquidation »
- L'amendement de la Norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions - conditions d'acquisition des droits et annulation »
- L'amendement aux IFRS (mai 2008) - sauf IFRS 5 - applicable au 01/07/2009
- L'interprétation IFRIC 11 – Actions propres et transactions intra groupes
- L'interprétation IFRIC 13 – Programmes de fidélisation de la clientèle
- L'interprétation IFRIC 14 – Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction

Application de normes, amendements de normes et d'interprétations de normes par anticipation de la date d'application obligatoire

Le Groupe a choisi de n'appliquer par anticipation aucune norme, aucun amendement ni aucune interprétation dont la date d'application obligatoire est postérieure au 30 juin 2009. Les textes en vigueur au sein de l'Union Européenne au 30 juin 2009, pour lesquels la date d'application obligatoire est postérieure pour le Groupe et qui le concernent (ou pourraient le concerner) sont les suivants :

- IFRIC 12, Accords de concession de services
L'entrée en vigueur obligatoire de cette interprétation a été fixée par l'UE, aux exercices ouverts à compter du 29 mars 2009.
- IFRIC 16, Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger
L'entrée en vigueur obligatoire de cette interprétation a été fixée par l'UE, aux exercices ouverts au plus tard à compter du 1er juillet 2009.

Par ailleurs, les textes, publiés par l'IASB au 30 juin 2009 mais non en vigueur dans l'Union Européenne à cette date, et pour lesquels le groupe est concerné, sont les suivants :

- Amendement IFRS 7, Improving Disclosures about Financial Instruments
- Amendement IFRIC 9 & IAS 39, Embedded Derivatives
- IFRIC 15, Contrats de construction de biens immobiliers

S'agissant des textes mentionnés ci-dessus, le Groupe mène actuellement des analyses sur leurs conséquences pratiques et leurs effets d'application dans les comptes. Le Groupe n'a pas l'intention d'appliquer ces textes par anticipation de leur date d'application obligatoire.

Normes/Interprétations non encore obligatoires dans le référentiel IASB "as published"

Interprétations adoptées par l'UE

IFRS 3R - Regroupements d'entreprises, IAS 27A - Etats financiers consolidés et individuels qui ont été endossés par l'Union Européenne le 3 juin 2009 (JO UE du 12 juin). L'Union européenne précise qu'IFRS 3R et IAS 27A sont applicables au plus tard à la date d'ouverture de leur premier exercice commençant après le 30 juin 2009. L'amendement d'IFRS 5 inclus dans les Amendements aux IFRS publiés en mai 2008 sur l'interprétation de la notion de "destiné à être vendu" en cas de cession partielle dont la date d'application était liée à celle d'IFRS 3R est donc également devenu applicable.

Interprétations non adoptées par l'UE

- IFRIC 17, Distributions of Non-Cash Assets to Owners
- IFRIC 18, Transfers of Assets from Customers
- Amendements aux IFRS (avril 2009)
- Amendment IFRS 2 - Group Cash settled Share based payment transactions
- Amendment to IAS 39 Financial Instruments: Recognition and Measurement: Eligible Hedged Items

Options ouvertes par le référentiel comptable international et retenues par le Groupe

Certaines normes comptables internationales prévoient des options en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et passifs. Dans ce cadre, le Groupe a notamment choisi d'enregistrer immédiatement en résultat, au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les écarts actuariels constatés depuis le 1er janvier 2004

6.2 Utilisation d'estimations et hypothèses, jugement

La préparation des états financiers implique que la direction du groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur , les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les informations relatives à ces actifs et passifs, les montants de charges et produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents. Ces hypothèses concernent notamment les tests de dépréciation (voir 6.3.1 et 6.3.2), les impôts différés (voir 6.3.10), les provisions pour engagements de retraites des salariés (voir 6.3.12 et note 9) , et la juste valeur des instruments de couverture (voir note 10.1)

Pour préparer ses états financiers, la direction du groupe a également procédé à des jugements, en plus de ceux que nécessite le recours à des estimations, dont certains peuvent avoir un effet significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

6.3 Principes et méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs évalués à la juste valeur conformément aux dispositions de certaines normes internationales spécifiques (notamment IAS 39).

• Principes et modalités de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Camaïeu S.A. exerce, directement ou indirectement, le contrôle c'est à dire qu'elle a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de ces sociétés afin d'obtenir des avantages de leurs activités, sont consolidées suivant la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle est présumé exister lorsque Camaïeu détient, directement ou indirectement, plus de la moitié des droits de vote d'une entité.

Les états financiers des filiales acquises au cours de l'exercice sont consolidés à partir de la date d'acquisition.

Les incidences des transactions entre sociétés du groupe sont éliminées.

Les méthodes d'évaluation des sociétés du groupe sont homogènes avec celles utilisées par la société mère.

Au 30 juin 2009, il n'y a pas de société mise en équivalence.

• Date de clôture de l'exercice

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base de comptes arrêtés au 30 juin 2009.

• Traitement des regroupements d'entreprises et des écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés comme des acquisitions. Lors de l'acquisition d'une entreprise, l'acquéreur doit allouer, à la date d'acquisition, le coût en comptabilisant les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise évalués à leur juste valeur, à cette date. L'écart résiduel éventuel correspondant à l'excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur de ces actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise à la date d'acquisition est comptabilisé à l'actif du bilan sous la rubrique « Ecart d'acquisition ». Les écarts d'acquisition négatifs sont enregistrés immédiatement en résultat.

Le coût d'acquisition est le prix qui a été ou sera payé par le Groupe dans le cadre d'une acquisition, augmenté des frais directs liés à l'opération.

Les écarts d'acquisitions ne sont pas amortis, conformément à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » mais font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an à la date de clôture. Pour les besoins de ces tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont alloués à des Unités génératrices de trésorerie. Le groupe a retenu le magasin comme UGT.

Cette UGT représente au sein du Groupe, le niveau le plus bas auquel l'écart d'acquisition est suivi pour les besoins de gestion interne, et n'est pas d'une taille supérieure à un secteur fondé sur le premier ou le deuxième niveau d'information sectorielle du Groupe.

Conformément à IAS 36.124, les dépréciations sur écarts d'acquisitions ne peuvent être reprises ultérieurement.

- **Conversion des états financiers de sociétés étrangères**

L'euro est la devise de présentation du groupe.

Au 30 juin 2009, deux filiales ont une devise fonctionnelle différente de l'euro (CAMAIEU POLSKA ; CAMAIEU CESKA)

Les éléments du bilan de ces deux filiales sont convertis en euro sur la base du cours de change en vigueur à la clôture. Les comptes de résultat de ces deux filiales sont convertis en euro sur la base du cours moyen constaté sur la période. L'écart de conversion qui en résulte est porté en écart de conversion dans les capitaux propres.

- **Transactions en devises**

Les opérations en monnaies étrangères sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture de chaque arrêté comptable. Tous les écarts sont enregistrés dans le compte de résultat.

- **Format des états de synthèse**

L'application de la norme IAS 1 « présentation des états financiers » rend obligatoire la présentation du bilan selon un classement entre éléments courants et non courants.

Un actif doit être classé en tant qu'actif courant lorsqu'il satisfait à l'un des critères suivants:

- l'entité s'attend à pouvoir réaliser l'actif, le vendre ou le consommer dans le cadre du cycle normal de son exploitation
- l'actif est détenu essentiellement aux fins d'être négocié
- on s'attend à ce que l'actif soit réalisé dans les douze mois suivant la date de clôture; ou il s'agit de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie (tels que définis dans IAS 7 Tableaux des flux de trésorerie) sauf s'il ne peut être échangé ou utilisé pour régler un passif pendant au moins douze mois à compter de la date de clôture.

Un passif doit être classé en tant que passif courant lorsqu'il satisfait à l'un des critères suivants:

- l'entité s'attend à régler le passif au cours de son cycle d'exploitation normal,
- il est détenu essentiellement aux fins d'être négocié,
- il doit être réglé dans les douze mois après la date de clôture; ou l'entité ne dispose pas d'un droit inconditionnel de différer le règlement du passif pour au moins douze mois à compter de la date de clôture.

Le compte de résultat est présenté par nature.

6.3.1 Immobilisations incorporelles

Les emplacements commerciaux et droits au bail figurent à l'actif à leur coût d'acquisition conformément à la norme IAS 38.

En France, les baux commerciaux étant indéfiniment renouvelables, ils ne sont pas amortis et font l'objet, en tant qu'actif isolé, d'un test de perte de valeur annuellement sur la base des cash flow futurs actualisés sur 5 ans ou de la valeur d'expertise déterminée par des experts indépendants (IAS 36)

Les cash flow futurs sont déterminés sur la base de budgets à 5 ans approuvés par le management.

Le taux d'actualisation est déterminé à chaque clôture afin de refléter les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif.

La valeur recouvrable est estimée pour chaque actif isolé au minimum une fois par an à la date de clôture. Lorsque cela n'est pas possible, les actifs sont regroupés en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Le groupe a retenu le magasin comme UGT.

Conformément à IAS 36.117, la reprise d'une dépréciation sur un actif isolé ne peut pas conduire à porter la valeur nette de l'actif à une valeur supérieure à celle que l'on aurait eue si aucune provision n'avait été comptabilisée.

A l'étranger conformément à la législation, et n'étant pas indéfiniment renouvelables, ils sont amortis linéairement sur la durée du bail.

Les logiciels figurent à l'actif pour leur coût d'acquisition majoré des frais de mise en exploitation. Ils sont amortis en linéaire sur une durée de 3 ans.

6.3.2 Immobilisations corporelles

Dans le cadre de la première application des normes IFRS, le groupe a opté pour la réévaluation à la juste valeur de l'ensemble des terrains et constructions. La juste valeur devient alors le coût historique par convention. Les réévaluations ont été réalisées sur la base d'expertises menées par des experts indépendants renommés, pour les principaux terrains et toutes les constructions précitées.

Le parc immobilier du groupe est essentiellement constitué du siège social et de l'entrepôt. Il s'agit d'une construction "légère" pour laquelle des composants n'ont pas pu être identifiés, à l'exception des installations et agencements reconnus séparément.

Lorsque les composants d'un actif corporel ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés séparément et amortis sur leur durée d'utilité propre.

Le groupe a estimé que compte tenu de l'utilisation attendue de ses actifs, aucune valeur résiduelle n'avait à être prise en compte.

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en résultat dans l'exercice où ils sont encourus.

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les amortissements pour dépréciation (mode linéaire) sont calculés en fonction des durées d'utilité estimées :

Bâtiments siège et entrepôt.....	20 ans
Bâtiments magasins.....	40 ans
Agencement et aménagement des constructions.....	3 à 10 ans
Installations techniques.....	3 à 8 ans
Autres immobilisations	4 à 8 ans

Les biens immobiliers et mobiliers acquis par contrat de location-financement sont traités dans les comptes consolidés comme des acquisitions d'immobilisations à crédit.

Ils sont amortis selon les mêmes modalités que celles décrites ci-dessus.

Un contrat de location-financement est un contrat qui transfère au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué.

Lorsque le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à l'actif loué, le contrat est qualifié de contrat de location simple et les paiements relatifs à ce contrat sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

Conformément à la norme IAS 36 (dépréciation d'actifs), les valeurs comptables des immobilisations corporelles font l'objet d'une recherche de perte de valeur lorsque des événements ou changements indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable (projet de fermeture de magasins par exemple).

La valeur recouvrable des immobilisations corporelles est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net déterminé par des experts indépendants et la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif.

Les pertes de valeur sont enregistrées en compte de résultat.

La valeur recouvrable est estimée pour chaque actif isolé. Lorsque cela n'est pas possible, les actifs sont regroupés en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Le groupe a retenu le magasin comme UGT.

Conformément à IAS 36.117, la reprise d'une dépréciation sur un actif isolé ne peut pas conduire à porter la valeur nette de l'actif à une valeur supérieure à celle que l'on aurait eue si aucune provision n'avait été comptabilisée.

6.3.3 Autres actifs financiers non courants

Le groupe a classé ses actifs financiers en deux catégories :

- Les prêts et créances : cette catégorie comprend les créances rattachées à des participations non consolidées et autres prêts et créances ainsi que les dépôts et cautionnements.
L'effet initial de l'actualisation des dépôts de garantie versés aux propriétaires est imputé en Charges Constatées d'Avance avec étalement en charge de loyer sur la durée du bail
L'effet de la mise à jour de l'actualisation les années suivantes est comptabilisé en résultat financier.
Ces actifs financiers font l'objet de tests de dépréciation et le cas échéant une dépréciation est comptabilisée en résultat si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.
- Les actifs disponibles à la vente : il s'agit principalement des titres de participations non consolidées.
Ces titres correspondent à des participations dans des Groupements d'exploitation de centres commerciaux.
Ils sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres. Une dépréciation est comptabilisée en résultat si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

6.3.4 Stocks de marchandises et matières premières

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Le coût est évalué suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré (prix d'achat majoré des frais accessoires, des frais logistiques et frais de transport) pour amener les stocks à l'endroit où ils se trouvent conformément à IAS 2. La valeur nette de réalisation est évaluée en fonction des quantités résiduelles après la période des soldes sur la base de coefficients qui sont le reflet des observations historiques sur l'écoulement des stocks.

6.3.5 Clients et autres créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les provisions pour créances douteuses sont enregistrées lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte.

6.3.6 Charges constatées d'avance

Les "droits d'entrée" versés lors des ouvertures de magasins et présentant un caractère de supplément de loyer, sont étalés en linéaire sur la durée des baux.

Tous les frais liés à l'ouverture d'un magasin sont comptabilisés dans les postes de charges correspondant dès leur engagement.

Les "loyers avancés" correspondant à des loyers facturés sur la période mais relatifs à une période postérieure.

6.3.7 Instruments financiers

- Les instruments financiers sont utilisés pour gérer les expositions aux risques de change relatives aux activités financières et opérationnelles du groupe. Pour toutes ses opérations, le groupe applique la comptabilité de couverture car :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée par le rapport des variations de juste valeur du dérivé et de l'élément couvert, ce rapport devant rester dans une fourchette comprise entre 80% et 125%. (test prospectif et rétrospectif réalisé à chaque clôture annuelle).

- Les instruments financiers sont utilisés également pour gérer les expositions aux risques de taux sur les emprunts.

Dans le cadre de cette comptabilité de couverture basée sur des flux futurs de trésorerie (cash-flow hedge) et conformément à IAS 39, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie des capitaux propres (capitaux propres recyclables), la variation de juste valeur de la partie couverte de l'élément couvert n'étant pas enregistrée au bilan. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en autres produits et charges financiers. Les montants enregistrés en capitaux propres recyclables sont repris au compte de résultat lorsque la transaction couverte impacte le résultat, et notamment pour les créances et dettes en devises lorsqu'elles sont réévaluées au cours de clôture.

6.3.8 Trésorerie et Equivalents de Trésorerie

La trésorerie comprend des liquidités en comptes courants bancaires.

Les Equivalents de Trésorerie comprennent les parts d'OPCVM de trésorerie et les dépôts bancaires à très court terme ne présentant pas de risque significatif de perte de valeur.

Ces dépôts bancaires appartiennent à la catégorie des prêts et créances.

Les parts d'OPCVM sont désignés sur option à la juste valeur par le résultat car ils sont gérés sur la base de leurs valeurs liquidatives telles que confirmées par les établissements bancaires.

Le tableau de flux de trésorerie reprend la variation des éléments ci-dessus et la variation des soldes créditeurs des comptes courants présentés au passif du bilan.

6.3.9 Paiements fondés sur les actions et actions propres

Les actions propres détenues par l'entreprise en vue de l'attribution future aux salariés par le biais d'un FCPE ou dans le cadre d'attribution d'option sont portées en déduction des capitaux propres.

Lors de la cession d'actions propres, les gains et les pertes sont sans impact sur le résultat consolidé ; ils sont inscrits dans les capitaux propres consolidés pour leur montant net d'impôt.

Le groupe accorde aux dirigeants du groupe et à certains salariés des options d'achat d'actions. Conformément à la norme IFRS 2, les options sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi. Le modèle de valorisation utilisé est le modèle mathématique de Black & Scholes. Les variations de valeur postérieures à la date d'octroi ne remettent pas en cause l'évaluation initiale.

En application de la norme IFRS 2, la juste valeur des options est comptabilisée dans le compte de résultat en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date d'acquisition définitive des droits, en contrepartie des capitaux propres.

6.3.10 Impôts et impôts différés

Les impôts comprennent les impôts sur les bénéfices exigibles et les impôts différés.

Les impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actifs et de passifs, ainsi que sur les déficits fiscaux reportables. Les impôts différés actifs sont constatés s'il existe une réelle probabilité de récupération de ces impôts sur les exercices futurs. Pour apprécier la probabilité de récupération de ces impôts différés, il est notamment tenu compte de l'historique des résultats des exercices précédents, des prévisions de résultats futurs, des éléments non récurrents et de la stratégie fiscale. Ainsi, l'évaluation de la capacité du groupe à utiliser ses déficits reportables repose sur une part de jugement importante. Si les résultats futurs s'avéraient sensiblement différents de ceux anticipés, le groupe serait alors dans l'obligation de revoir à la hausse ou à la baisse la valeur comptable des actifs d'impôts différés, ce qui pourrait avoir un effet significatif sur le bilan et le résultat du groupe.

Des impôts différés sont comptabilisés sur toutes les différences temporelles imposables sauf quand le passif d'impôt différé est généré par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ou résulte de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une opération qui n'est pas un regroupement d'entreprise et qui, à la date de l'opération, n'affecte ni le résultat comptable ni le résultat imposable.

Les impôts différés sont évalués au taux d'impôt dont l'application a été décidée par les autorités compétentes à la date d'arrêté des comptes. La règle du report variable est appliquée et l'effet de tout changement de taux d'imposition est comptabilisé dans le compte de résultat à l'exception de changements relatifs à des éléments comptabilisés directement en capitaux propres. Les impôts différés ne sont pas actualisés.

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et non dans le compte de résultat.

6.3.11 Provisions

Une provision est comptabilisée à la clôture lorsqu'il existe une obligation du groupe à l'égard d'un tiers qui résulte d'éléments passés, et dont il est probable ou certain qu'elle se traduise par une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Les provisions sont estimées selon leur nature en fonction des hypothèses les plus probables.

Si l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôt reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent. Si aucune estimation fiable du montant de l'obligation ne peut être effectuée, aucune provision n'est comptabilisée et une information est donnée en annexe.

6.3.12 Avantages postérieurs à l'emploi

Le groupe recense et enregistre l'ensemble des avantages postérieurs à l'emploi accordés à son personnel.

Les avantages accordés sont les suivants :

- retraite dans le cadre du régime français de sécurité sociale ;
- indemnités de fin de carrière pour l'ensemble des salariés ;
- retraite par capitalisation pour certains cadres dirigeants.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes dans le cadre de l'intégration au régime local de sécurité sociale. La charge correspondante est prise en compte de résultat au cours de l'exercice de versement.

Dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite et assimilés sont évalués par des actuaires indépendants, suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément à la norme I.A.S. 19. Les calculs actuariels prennent en compte des hypothèses mises à jour annuellement d'augmentation de salaires, de taux de rotation du personnel, d'âge de départ à la retraite, d'évolution de l'espérance de vie ainsi qu'un taux d'actualisation approprié.

(détail dans la note 9).

Les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés en produits ou en charges sur chaque période.

Les régimes à prestations définies sont, dans certains cas, couverts par des fonds spécialisés externes. Les actifs de ces fonds sont évalués à la clôture à leur juste valeur et sont comptabilisés en déduction de la valeur actualisée des obligations correspondantes.

La part à plus d'un an des engagements de retraite et assimilés est classée en non courant et la part à moins d'un an en courant.

6.3.13 Risque de change et de taux

- Sur remontées de fonds en devises des filiales étrangères

Le groupe est soumis à un risque de change sur son exploitation en magasins succursales dans les pays hors zone euro (Pologne, Tchéquie)

Des couvertures de change sont mises en place en fonction prévisions budgétaires des filiales à 6 mois.

- Sur achats en devises

La Direction Financière du groupe couvre systématiquement tous les flux d'achats prévisionnels significatifs en devises étrangères (principalement USD) en utilisant les techniques d'achats à terme ou les techniques optionnelles.

L'horizon de couverture est de 12 mois à la date de clôture du 30 juin 2009.

Le groupe a conclu en date du 21 janvier 2008 des contrats de couverture de taux afin de se prémunir du risque de taux sur sa dette bancaire. (note 10.6)

6.3.14 Chiffres d'affaires et autres produits

Le chiffre d'affaires comprend le chiffre d'affaires hors taxes réalisé dans les magasins, les ventes aux franchisés et les redevances après déduction des remises et ristournes (note 12).

6.3.15 Notion de résultat opérationnel et résultat avant impôt

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel comprend l'ensemble des produits et charges du groupe, à l'exception des éléments suivants :

- coût de l'endettement financier ;
- autres produits financiers ;
- autres charges financières ;
- impôt.

Résultat avant impôt

Le résultat avant impôt comprend le résultat opérationnel et le résultat financier avant prise en compte de charge d'impôt.

6.3.16 Résultat par action

Le résultat par action est calculé sur la base du résultat net part du groupe. Ce résultat net est divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice diminué des actions détenues et considérées comme des titres d'autocontrôle

Camaïeu SA n'a pas émis de titres autres que les options d'achat donnant droit au capital.

6.3.17 Informations sectorielles

Le groupe a redémarré une activité internationale en 2000. Les magasins sont exploités sous forme de succursales dans des sociétés indépendantes et détenues généralement à 100% par Camaïeu international. Au 30 juin 2009, le groupe exploitait 185 magasins succursales à l'étranger.

Toutefois, le groupe n'exerçant qu'une activité de distribution spécialisée au travers d'une seule enseigne et réalisant des résultats à l'international inférieurs à 10% du résultat consolidé Groupe, seule une information sectorielle relative au chiffre d'affaires, aux nombres de magasins et à la valeur des actifs et investissements par zone géographique est présentée en annexe.

(note 10.2)

L'évolution de l'activité à l'International incite le Groupe à analyser les performances en séparant la France des autres pays.

Compte tenu de l'évolution défavorable des devises dans certains de ces pays au cours du semestre, l'analyse sur l'International en scindant Zone Euro (Belgique, Italie, Espagne, Luxembourg, et Slovaquie) et Zone Hors Euro (Pologne et République Tchèque) a été jugée pertinente par le Direction du Groupe.

6.3.18 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif non courant, ou un groupe d'actifs et de passifs, est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que cela soit le cas, l'actif doit être disponible pour une vente immédiate et celle-ci doit être hautement probable.

En application de la norme, les actifs et passifs concernés sont alors reclassés en actifs détenus en vue de la vente et en passifs liés sans compensation. Les actifs reclassés sont comptabilisés à la valeur la plus faible entre la juste valeur nette des coûts de sortie et le coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Ils ne sont plus amortis à compter de cette date.

7. Périmètre de consolidation et effets des variations de périmètre

Sociétés consolidées au 30 juin 2009

Nom	Siège social	N° SIREN	% détenu	Méthode de consolidation
Sociétés françaises :				
Camaïeu S.A.....	Roubaix	330 345 927	100	Société mère
Camaïeu International.....	Roubaix	345 086 177	100	I.G.
MD Vernon S.A.R.L	Roubaix	421 773 516	100	I.G
Sociétés étrangères :				
Camaïeu Espana.....	Madrid		100	I.G.
Camaïeu Polska.....	Varsovie		100	I.G.
Bv ulfilas.....	Amsterdam		99,97	I.G.
Scs monaco et cie.....	Monaco	97 S 03338	99,95	I.G.
Camaïeu Italia.....	Milan		100	I.G.
Camaïeu Ceska.....	Prague		100	I.G.
Camaïeu Slovakia	Bratislava		100	I.G.
Camaïeu Belgium S.A.....	Mouscron		99,97	I.G.
Mode Developpement Belgique S.A	Mouscron		99,98	I.G.
Camaïeu Luxembourg S.A.R.L.....	Luxembourg		100	I.G.

I.G : Intégration globale

La société suivante, constituée à l'origine pour l'exploitation d'un seul emplacement commercial, a été acquise par la société CAMAIEU INTERNATIONAL sur le premier semestre 2009 :

- S.A.R.L MD VERNON

Les variations de périmètre n'ont pas d'impact significatif sur le bilan et le compte de résultat consolidé, ni sur le tableau de flux de trésorerie.

8. Notes sur le bilan consolidé

Note 1 : Actifs incorporels

Variations des valeurs brutes (en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2008	Acquisitions	Cessions et mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	30/06/2008
Emplacements commerciaux...	130 249	3 524	-243			133 530
Logiciels.....	4 626			-133	7	4 500
Total.....	134 875	3 524	-243	-133	7	138 030

Variations des valeurs brutes (en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2009	Acquisitions	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	30/06/2009
Emplacements Commerciaux....	136 586	9 309	-175	-750		144 970
Logiciels.....	5 240	138		-11	-5	5 362
Avances et immobilisations en cours		4 155				4 155
Total.....	141 826	13 602	-175	-761	-5	154 487

Variations des amortissements et dépréciations (en milliers d'euros)

Amortissements Dépréciation	01/01/2008	Dotation	Reprise	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	30/06/2008
Dépréciation emplacements commerciaux.....	1 021						1 021
Amortissement emplacements commerciaux.....	7 130	743					7 873
Amortissements Logiciels.....	3 403	213				8	3 624
Total.....	11 554	956				8	12 518

Variations des amortissements et dépréciations (en milliers d'euros)

Amortissements Dépréciation	01/01/2009	Dotation	Reprise	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	30/06/2009
Dépréciation emplacements commerciaux....	1 526						(*) 1 526
Amortissement emplacements commerciaux....	8 689	1 875			-302		10 262
Amortissements Logiciels.....	3 839	288			-10	-5	4 112
Total.....	14 054	2 163			-312	-5	15 900

(*) Le test de perte de valeur sur les emplacements commerciaux est réalisé en interne à chaque clôture annuelle.

Compte tenu de l'environnement économique actuel, ce test a été réactualisé au 30 juin 2009. Les résultats n'engendrent pas de dépréciation additionnelle au 30 juin 2009.

Note 2 : Immobilisations corporelles

Variations des valeurs brutes (en milliers d'euros)

(en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2008	Acquisitions	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	30/06/2008
Terrains/ Constructions...	27 710	845				(*) 28 555
Matériel et outillage.	30 149	1 602	-9	-138	171	31 776
Autres immobilisations corporelles.....	139 341	8 215	-65	271	1 042	148 803
Avances et immobilisations en cours.....	640	2 089			48	2 777
Total.....	197 839	12 751	-74	133	1 261	211 911

(*)dont location financement 22 934 (voir note 10.1)

Variations des valeurs brutes (en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2009	Acquisitions	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	30/06/2009
Terrains/ Constructions....	27 752			803		(*) 28 555
Matériel et outillage....	34 200	3 625			-108	37 717
Autres immobilisations corporelles.....	162 929	13 659	-67	-1 175	-582	174 764
Avances et immobilisations en cours.....	2 969	5 679			88	8 736
Total.....	227 850	22 963	-67	-372	-690	249 772

(*)dont location financement 22 934 (voir note 10.1)

Variations des amortissements(en milliers d'euros)

Amortissements	01/01/2008	Dotation	Cessions et Mise au rebut	Ecart de conversion	30/06/2008
Constructions...	13 773	693			14 465
Matériel et outillages..	19 321	2 006	-9	92	21 410
Autres immobilisations corporelles.....	82 714	7 238	-58	371	90 265
Total.....	115 808	9 937	-67	463	126 140

(*) dont location financement dotation sur la période 624 K€ et solde à la clôture 12 302K€ (voir nte 10.1)

Variations des amortissements(en milliers d'euros)

Amortissements	01/01/2009	Dotation	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	30/06/2009
Constructions.....	15 158	713		21		15 892
Matériel et outillages..	22 748	2 063			-64	24 747
Autres immobilisations corporelles.....	95 584	7 082	-37	-50	-144	102 435
Total.....	133 490	9 858	-37	-29	-208	143 074

(*) dont location financement dotation sur la période 624 K€ et solde à la clôture 13 551 K€ (voir note 10.1)

Note 3 : Autres Actifs Financiers (en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2008	Acquisitions (En valeur nominale)	Cessions	Actualisation	Ecart de conversion	30/06/2008
Titres.....	1 365					1 365
Créances rattachées.....	96	2	-82			16
Dépôt de garantie.	6 656	1 033	-138		33	7 584
Total.....	8 117	1 035	-220		33	8 965

Valeurs brutes	01/01/2009	Acquisitions (En valeur nominale)	Cessions	Actualisation	Autre variations	Ecart de conversion	30/06/2009
Titres.....	1 394						1 394
Créances rattachées.....	19	6				-1	24
Dépôt de garantie.	8 652	1 066	-75		-51	6	9 598
Total.....	10 065	1 072	-75		-51	5	11 016

Note 4 : Clients (en milliers d'euros)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Franchisés.....		3 450	4 410
Autres créances clients.....		2 551	3 291
Avances et acomptes versés.....		674	265
Total brut.....		6 675	7 966
Provision pour dépréciation.....		-227	-265
Total net.....		6 448	7 701

Note 5 : Autres Créances (en milliers d'euros)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Créances fiscales.....	(*) 11 347	(**) 9 375	(**) 4 005
Autres créances.....	844	551	475
Créances diverses.....	1 005	493	2 832
Total brut.....	13 197	10 419	7 312
Provision pour dépréciation.....	-65	-184	-110
Total net.....	13 132	10 235	7 202

(*) dont créances liées à la TVA 1 229 K€ et impôts sociétés 8 695 K€

(**) dont créances liées à la TVA 761 K€ et impôts sociétés 7 427 K€

(***) dont créances liées à la TVA 1 342 K€ et impôts sociétés 2 599 K€

Expositions aux risques de crédit :

Le Groupe n'a identifié aucun risque de recouvrement sur ses créances à l'exception de 353 K€ provisionnées à hauteur de 292 K€ au 30 juin 2009.

Le Groupe indique en outre qu'un risque théorique lié à la concentration des créances clients sur quelques Master Franchisés existe mais que des procédures limitant les éventuels impayés ont été mises en place.

Au 30 juin 2009, le montant de ces créances échues et non réglées s'élèvent à 1 231 K€.

Note 6 : Charges constatées d'avance (en milliers d'euros)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Droits d'entrée	(*) 14 444	(**) 12 433	(***) 13 698
Loyers avancés.....	2 452	1 478	2 293
Autres.....	2 011	1 552	1 484
Total.....	18 907	15 463	17 475

(*)dont nouveaux droits d'entrée versés sur la période : 1 965 K€

(**)dont nouveaux droits d'entrée versés sur la période : 1 323 K€

(***)dont nouveaux droits d'entrée versés sur la période : 4 186 K€

Note 7 : Trésorerie et Equivalents de Trésorerie (en milliers d'euros)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Valeurs mobilières de placement...	30 789	14 386	46 616
Certificats de dépôt négociables.....	9 800	29 800	35 302
Comptes courants bancaires.....	28 484	21 790	23 528
Total net.....	69 073	65 976	105 446

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de parts de S.I.C.A.V. monétaires auprès d'établissements financiers français.

Les certificats de dépôt sont souscrits auprès d'établissements financiers et ont des échéances égales à 3 mois.

Expositions aux risques de marché de taux :

Certificats de dépôt à taux fixe : 9 800 K€

Aucune exposition aux risques de taux

Les échéances de ces certificats de dépôt sont toutes inférieures à 6 mois.

OPCVM de Trésorerie à taux variables : 30 789 K€

Exposition aux risques de taux en fonction de l'évolution de EONIA qui est l'indice de référence de ces supports classés Monétaires Euro.

L'impact d'une variation de plus ou moins 100 points de base de EONIA, sera de plus ou moins 308K€ sur les produits financiers.

Note 8 : Capitaux propres

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Nombre d'actions total entièrement libérées...	6 060 204	6 060 204	6 060 204
Valeur nominale de l'action.....	4€	4€	4€
Nombre d'actions à droit de vote double.....	2 429 295	1 714 106	1 757 220

Informations sur les objectifs, politiques et procédures de gestion des capitaux propres – amendement IAS 1 –

Éléments assimilés à du capital	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Capital...	24 241	24 241	24 241
Primes d'émission, fusion, apport.....	6 151	6 151	6 151
Réserves Consolidées.....	152 413	110 163	104 332
Annulation impacts de réévaluation des instruments financiers	4 951	-1 201	4 163
Résultat / part du Groupe	31 165	40 384	99 160
Total du capital ajusté.....	218 921	179 738	238 047

Le Groupe n'a pas de contraintes réglementaires spécifiques sur le niveau du capital.

L'objectif du Groupe en matière de gestion du capital est de maintenir et de valoriser son niveau afin de pouvoir financer les investissements prévus dans le cadre de son plan de développement

Les éléments jugés importants par le Groupe pour analyser son profil de risque et sa capacité à faire face à des éléments défavorables, sont repris dans le tableau ci-dessous :

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Trésorerie et Equivalents de Trésorerie	67 408	64 740	104 930
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	40 660	30 545	98 808
Flux nets de trésorerie liés aux investissements	-38 746	-16 577	-42 488

Note 9 : Provisions (en milliers d'euros)

Rubriques	01/01/2008	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Autres variations	30/06/2008
Indemnités départ à la retraite.....	1 266					1 266
Total provisions passifs non courants.....	1 266					1 266
Provisions pour litiges.....	4 865	668	-1 095			4 438
Autres Provisions	598	481	-22			1 058
Total provisions passifs courants	5 464	1 149	-1 117			5 496

Rubriques	01/01/2009	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Autres variations	30/06/2009
Indemnités départ à la retraite.....	1 212					1 212
Total provisions passifs non courants...	1 212					1 212
Provisions pour litiges.....	2 126	512	-770	-300		1 568
Autres Provisions	1 398	827	-6			2 219
Total provisions passifs courants	3 524	1 339	-776	-300		3 787

La provision pour indemnités de départ à la retraite comprend uniquement :

-la provision pour indemnités de fin de carrière (1 212 K€) correspondant à la valeur actualisée des obligations du groupe qui ne sont pas financées. Son montant qui n'a pas été réactualisé au juin 2009 a été déterminé à partir des hypothèses de calcul suivantes :

Age de départ à la retraite : entre 60 et 64 ans

Taux de charges sociales : 35% ou 45% selon catégories

Taux d'actualisation : 5,25 %

Taux de turn over : de 0 à 36% selon âges et catégories

Taux de progression de salaires : 2% à 2.50%

La valeur actualisée des obligations liées aux autres régimes à prestations définies est entièrement financée au 30/06/2009.

Evolution des engagements et des actifs en couverture (en milliers d'euros) en 2008.

	Engagements		Actifs financiers de couverture		Provision au bilan	
A l'ouverture	4 768	A l'ouverture	3 502	A l'ouverture	1 266	
Coûts des services rendus	174	Versements	10			
Coûts de l'actualisation	93	Intérêts et participation aux bénéficiaires	48			
Gains et Pertes actuariels	-284	Frais de gestion et sur versements	-3			
Prestations payées	- 2 554	Prélèvements	- 2 537			
A la clôture	2 197	A la clôture	1 020	A la clôture	1 177	

Note 10 : Dettes financières (en milliers d'euros)

	Passifs courants moins d'un an	Passifs non courants plus d'un an	30/06/2009	30/06/2008	Total 31/12/2008
Emprunts auprès des Etablissements de crédit....		89 737	89 737	79 683	79 710
Soldes créditeurs des banques.	1 664		1 664	1 235	516
Location financement.....	1 592		1 592	3 386	2 506
Dépôt de garantie reçu.....		88	88	106	97
Total.....	3 256	89 825	93 081	84 410	82 829

Engagements de location financement (en milliers d'euros)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Valeur nette par catégorie d'actif :			
Terrain	2 100	2 100	2 100
Bâtiment	7 283	8 532	7 907
Total	9 383	10 632	10 007
Paiements minimaux futurs :			
A moins d'un an	1 621	1 969	1 955
Entre un an et cinq ans	0	1 621	647
Total des paiements minimaux futurs	1 621	3 590	2 602
Part représentative d'intérêts financiers	-28	-204	-96
Valeur actuelle des paiements minimaux futurs	1 593	3 386	2 506

Note 11 : Autres dettes (en milliers d'euros)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Dettes sociales.....	21 993	19 759	25 842
Impôts sociétés.....	74	505	852
Autres dettes fiscales....	15 565	11 610	13 116
Autres dettes exploitation..		241	130
Dettes diverses	2 819	2 634	4 171
Produits constatés d'avance	953	13	611
Total.....	41 404	34 763	44 722

Expositions aux risques de liquidité :

Le Groupe en situation de Trésorerie positive au 30 juin 2009 n'est exposé que de façon très limitée aux risques de liquidité. (voir note 8)

Les échéances de paiements sont présentées ci-dessous :

En milliers d'euros	Echéances		
	- 1 an	Entre 2 et 5 ans	+ 5 ans
Emprunts auprès Ets.Crédit		90 000	
Intérêts futurs sur Emprunts	1 889	7 398	
Soldes créditeurs de banque	1 664		
Location financement	1 592		
Dépôt de garanti reçu			88
Dettes fournisseurs	60 373		
Autres dettes	37 632		
TOTAL	103 150	97 398	88

Expositions aux risques de marché de taux :

Sur les dettes financières au 30 juin 2009

Dettes à taux fixe : 1 592 K€

Aucune exposition aux risques de taux

Cette dette concerne un contrat de location financement dont la dernière échéance est au 01/01/2010 et dont les intérêts restants s'élèvent à 28 K€ au 30 juin 2009

Dettes à taux variable : 89 737 K€

Exposition aux risques de taux en fonction de l'évolution de EURIBOR 3MOIS

Sur la base d'une hausse de 100 points de base de EURIBOR 3 MOIS du 30 juin 2009, l'impact des charges supplémentaires sur le résultat annuel serait nul puisque le supplément d'intérêts à payer serait compensé par une baisse du différentiel à payer suite à l'existence des d'outils de couverture de taux (voir note 10.6) afin se prémunir d'une évolution défavorable.

Sur la base d'une baisse de 100 points de base de EURIBOR 3 MOIS du 30 juin 2009, l'impact est nul sur le résultat annuel suite à l'existence des d'outils de couverture de taux (voir note 10.6) ne permettant pas de profiter de cette baisse.

9. Notes sur le compte de résultat consolidé

Note 12 : Chiffre d'affaires (en milliers d'euros)

	30/06/2009	30/06/2008	Variation	31/12/2008
Ventes magasins succursales.....	331 893	311 036	20 857	673 535
Ventes au réseau franchise et redevances..	15 396	15 534	-138	34 338
Autres prestations de service.....	233	196	37	487
Autres ventes.....	515	322	193	774
Total.....	348 037	327 088	20 949	709 134

Note 13 : Autres produits (en milliers d'euros)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Autres produits.....	405	1 181	1 841
Produits de cessions.....	315	385	396
Total	720	1 566	2 237

Note 14 : Effectif par fonction

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Cadres.....	274	292	327
Agents de maîtrise.....	930	849	884
Employés.....	4 585	3 798	3 729
Total.....	5 789	4 939	4 940

Les effectifs représentent les salariés inscrits au 30 juin 2009 sous contrat à durée déterminée ou indéterminée, non compris le réseau franchise

Note 15: Avantages au Personnel (en milliers d'euros)

Les éléments suivants sont repris au compte de résultat dans la rubrique « Charges de Personnel »

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Charges liées au régime à cotisations définies.....	2 326	2 115	4 402
Charges liées au régime à prestations définies.....	5	0	10

Note 16: Paiements en actions

Détail et évolution sur la période des Plans d'Options d'achat d'actions :

Date d'attribution des plans...	31/01/2004	14/10/2005	28/12/2007	30/01/2009
Options attribuées à l'origine	157 900	20 660	16 700	22 240
Prix d'exercice.....	63.55	101.06	260.53	128.63
Dates de Validité.....	31/01/2008	14/10/2009	28/12/2011	30/01/2013
	31/01/2011	14/10/2012	28/12/2014	30/01/2016
Options exercées en 2008.....	149 377	0	0	
Options exerçables fin 2008...	6 523	19 110	12 096	
Options exercées au 30/06/2009.....	0	0	0	0
Options exerçables au 30/06/2009.....	6 523	18 110	10 752	20 910
Prix moyen d'acquisition constaté à la date de levée	69.38	N/A	N/A	N/A
Durée de vie restant.....	19 mois	39 mois 1/2	66 mois	79 mois

Charge comptabilisée dans la rubrique « Charges de Personnel » : (en milliers d'euros)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Juste valeur options d'achat d'actions	264	270	420

Note 17 : Dotations et reprises aux Provisions (en milliers d'euros)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Dotations			
Dépréciation des immobilisations....			-730
Dépréciation des stocks.....	-9 317	-8 025	-7 769
Dépréciation des créances.....	-137	-356	-375
Provisions.....	-1 339	-1 150	-2 328
Total Dotations	-10 793	-9 531	-11 202
Reprises			
Dépréciation des stocks.....	7 624	6 078	6 201
Dépréciation des créances.....		214	
Provisions.....	300	518	3 021
Total Reprises	7 924	6 810	9 222
Total Net Dotations et Reprises	-2 869	-2 721	-1 980

Note 18: Autres charges (en milliers d'euros)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Autres charges.....	33	12	306
Valeurs nettes comptables....	204	262	50
Total.....	237	274	356

Note 19 : Résultat financier (en milliers d'euros)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Frais financiers sur autres dettes.....	-2 046	-2 841	-5 147
Frais financiers sur location financement.....	-68	-145	-253
Produits financiers hors change.....	941	2 032	3 548
Coût de l'endettement financier net	-1 173	-954	-1 852
Gain de change	2 014	643	1 262
Actualisation Actifs financiers non courants			379
Reprise provisions financières.....	121		
Autres produits financiers.....	2 135	643	1 641
Perte de change.....	-889	-639	-1 522
Actualisation Actifs financiers non courants			
Autres charges financières.....	-5	-2	-6
Dotations provisions financières.....			-121
Autres charges financières.....	-894	-641	-1 649
Résultat financier.....	68	-952	-1 860

Note 20 : Impôts (en milliers d'euros)

La charge d'impôt se compose des montants suivants :

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Impôt exigible	16 008	18 818	49 560
Impôts différés.	1 234	2 207	606
Charge d'impôt	17 242	21 025	50 166

Le rapprochement entre la charge d'impôt et le produit du bénéfice comptable multiplié par le taux moyen d'impôt du groupe est le suivant :

	30/06/2009			30/06/2008			31/12/2008		
	Base	Taux	Impôt	Base	Taux	Impôt	Base	Taux	Impot
Résultat avant impôt	48 407	(*) 35	16 940	61 409	(*)33.54	20 596	149 326	(*)33.31	49 748
Non activation de l'impôt sur déficits période (**)			98			-38			-312
Retraitements sans impact d'impôt			33			137			36
Impact d'impôt sur différences permanentes			45			330			385
Impact d'impôt sur écarts d'évaluation de la période			126						309
Impôt effectif.....			17 242			21 025			50 166

(*) taux moyen groupe de droit commun (moyenne des différents taux d'impôt applicables)

(**) le solde des impôts différés non activés sur déficits est de 238 K€ au 30/06/2009

Les actifs et passifs d'impôts différés sont constitués des éléments suivants :

Actifs d'impôts différés (en milliers d'euros)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Impôts différés sur différences temporaires :			
Participation des salariés	1 205	1 389	3 370
Contribution sociale solidarité	193	187	365
Provisions non déductibles	873	849	801
Différentiel durée amort.fiscal/comptable	826	738	753
Juste Valeur des instruments financiers	2 523	265	1 299
Marge en stocks	449	265	353
Total	6 069	3 428	6 941
Impôts différés sur déficits.....	1 768	342	394
Total.....	7 837	3 770	7 335

Passifs d'impôts différés (en milliers d'euros)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Impôts différés sur différences temporaires :			
Mali de fusion	1 658	1 223	1 533
Abandon de créances	933	1 347	933
Provision sur créances intragroupes			154
Différentiel durée amort.fiscal/comptable	1		6
Total	2 592	2 570	2 626
Impôts différés sur Location financement.....	1 929	1 578	1 748
Impôts différés sur différences d'évaluation :			
Juste valeur Plans d'Options d'achat d'action	56	47	160
Frais logistiques en stocks	141	96	120
Plus value en sursis imposition	10 905	10 905	10 905
Honoraires et droits sur acquisitions emplac. commerciaux	2 213	1 863	2 042
Frais émission des emprunts	91	109	100
Juste valeur des actifs financiers	-239	-648	-239
Juste valeur actifs incorp.et corporels	-3 224	-3 475	-3 571
Total	9 943	8 897	9 517
Total.....	14 464	13 045	13 891

10. INFORMATIONS DIVERSES**10.1 Engagements hors bilan**

- Engagements de location simple

Certaines sociétés du groupe sont locataires d'ensembles immobiliers et/ou d'équipements selon des contrats de location simples irrévocables, d'une durée supérieure à un an et pouvant comporter une clause d'indexation des loyers. Les loyers futurs minimum selon les contrats s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2008
Moins d'un an.....	59 950
Entre un an et cinq ans.....	173 766
A plus de cinq ans.....	95 875

- Cautions bancaires (en milliers d'euros)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
en garantie des paiements de loyers	9 715	7 477	8 089
en garantie des paiements de TVA	1 200	1 200	1 200
TOTAL	10 915	8 677	9 289

- Droit Individuel à la Formation (DIF)

Les engagements des sociétés françaises au titre de Droit Individuel à la Formation (DIF) s'élèvent au 31 décembre 2008 à 94 208 heures. Ils étaient de 63 747 heures au 31 décembre 2007.

10.2 Informations sectorielles

	Chiffre d'affaires 30/06/2009		Nombre de Magasins au 30/06/09		Valeur des actifs au 30/06/09		Acquisitions Immobilisations 1 ^{er} semestre 2009	
France (*)	296 168	85.10%	(**) 616	76.90%	356 095	82.91%	21 543	55.15%
Pays								
Zone Euro	28 439	8.17%	87	10.86%	47 735	11.11%	13 951	35.72%
Pays								
Hors Zone Euro	23 430	6.73%	98	12.24%	25 674	5.98%	3 567	9.13%
TOTAL	348 037	100%	801	100%	429 504	100%	39 061	100%

(*) y compris activité Franchise

(**) dont 101 magasins en Master Franchise

	Chiffre d'affaires 31/12/2008		Nombre de Magasins au 31/12/2008		Valeur des actifs au 31/12/2008		Acquisitions Immobilisations exercice 2008	
France (*)	608 320	85.78%	(**) 596	80.00%	374 444	86.63%	27 971	65.22%
Pays								
Zone Euro	49 671	7.00%	67	9.00%	31 699	7.33%	6 058	14.13%
Pays								
Hors Zone Euro	51 143	7.22%	82	11.00%	26 098	6.04%	8 855	20.65%
TOTAL	709 134	100%	745	100%	432 241	100%	42 884	100%

(*) y compris activité Franchise

(**) dont 101 magasins en Master Franchise

10.3 Transactions avec les parties liées

La société MODACIN a facturé à la société Camaïeu S.A., société mère du groupe Camaïeu, une prestation de services et assistance de 256K€ pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009.

10.4 Intégration fiscale

La société Camaïeu S.A. a renouvelé fin 2003 le régime de l'intégration fiscale avec sa filiale la société Camaïeu International.

10.5 Instruments financiers inscrits au bilan et compte de résultat – Norme IFRS 7

En milliers d'euros A L'ACTIF DU BILAN	Juste valeur 30/06/2009	Ventilation par catégorie d'instruments		
		JV par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances
Titres de participation non consolidés	1 394		1 394	
Créances rattachées	24			24
Dépôt de garantie	9 598			9 598
Clients	6 001			6 601
Autres créances	99			99
Comptes courants bancaires	28 484			28 484
Equivalents de trésorerie	40 589	30 789		9 800
TOTAL	86 189	30 789	1 394	54 006

En milliers d'euros A L'ACTIF DU BILAN	Juste valeur 31/12/2008	Ventilation par catégorie d'instruments		
		JV par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances
Titres de participation non consolidés	1 365		1 365	
Créances rattachées	96			96
Dépôt de garantie	6 656			6 656
Clients	7 701			7 701
Autres créances	346			346
Comptes courants bancaires	23 528			23 528
Equivalents de trésorerie	81 918	46 616		35 302
TOTAL	121 610	46 616	1 365	73 629

En milliers d'euros AU PASSIF DU BILAN	Juste valeur 30/06/2009	Ventilation par catégorie d'instruments	
		Couvertures	Dettes au coût amorti
Emprunts auprès Ets.Crédit	89 737		89 737
Soldes créditeurs de banque	1 664		1 664
Location financement	1 592		1 592
Dépôt de garanti reçu	88		88
Dettes fournisseurs	60 373		60 373
Autres dettes d'exploitation			
Instruments financiers dérivés	7 329	7 329	
TOTAL	160 783	7 329	153 454

En milliers d'euros AU PASSIF DU BILAN	Juste valeur 31/12/2008	Ventilation par catégorie d'instruments	
		Couvertures	Dettes au coût amorti
Emprunts auprès Ets.Crédit	79 710		79 710
Soldes créditeurs de banque	516		516
Location financement	2 506		2 506
Dépôt de garanti reçu	97		97
Dettes fournisseurs	54 254		54 254
Autres dettes d'exploitation	130		130
Instruments financiers dérivés	3 771	3 771	
TOTAL	140 984	3 771	137 213

En milliers d'euros AU COMPTE DE RESULTAT	Ventilation par catégorie d'instruments Au 30 juin 2009			
	JV par résultat	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Couvertures
Produits de cessions OPCVM	469			
Intérêts des Certificats de dépôt		458		
Intérêts sur comptes en devises		11		
Coût d'actualisation des actifs financiers				
Frais financiers sur emprunt auprès Ets.Crédit			-1 709	
Frais financiers sur comptes bancaires		-19		
Frais financiers sur location fin.			-68	
Gain et perte de change				1 125
Dotations provisions créances douteuses et autres créances		-137		
Reprises provisions créances douteuses et autres créances		220		
TOTAL	469	533	-1 777	1 125

En milliers d'euros AU COMPTE DE RESULTAT	Ventilation par catégorie d'instruments Au 31 décembre 2008			
	JV par résultat	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Couvertures
Produits de cessions OPCVM	1 809			
Intérêts des Certificats de dépôt		1 650		
Intérêts sur comptes en devises		89		
Coût d'actualisation des actifs financiers		379		
Frais financiers sur emprunt auprès Ets.Crédit			-5 124	
Frais financiers sur comptes bancaires		-23		
Frais financiers sur location fin.			-253	
Gain et perte de change				-260
Dotations provisions créances douteuses et autres créances		-375		
Reprises provisions créances douteuses et autres créances		287		
TOTAL	1 809	2 007	-5 377	-260

10.6 Instruments financiers dérivés

- Couverture de change / (Achat/Vente à terme et options) (en milliers d'euros)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Couverture de change			
US dollars	(*) 81 945	(**) 46 175	(***) 92 560
Monnaies hors zone euro PLN-CZK	(****) 2 345		0

(*) couvertures à terme 54 031 K€ et couvertures optionnelles 27 915 K€

(**) couvertures à terme 17 515 K€ et couvertures optionnelles 28 660 K€

(***) couvertures à terme 60 387 K€ et couvertures optionnelles 32 173 K€

(****)couvertures à terme 2 345 K€

Les échéances des contrats de couverture existants à la date de clôture du 30 juin 2009 sont toutes inférieures à 12 mois.

La juste valeur de ces instruments de couverture figure au passif du bilan au 30 juin 2009 pour un montant de (4 410) K€ et se décompose de la façon suivante :

- pour les couvertures à terme : (3 210) K€
- pour les couvertures optionnelles : (1 200) K€

Cette juste valeur est déterminée à chaque clôture annuelle et semestrielle par un expert indépendant.

- Couverture de taux / emprunteur

Afin de se prémunir d'une évolution défavorable des taux sur la dette bancaire existante au 30 juin 2009, le Groupe a mis en place en date du 21 janvier 2008 avec effet au 31 mars 2008 et échéance au 30 juin 2011, 2 contrats de couverture de taux :

- swap Euribor 3M contre taux fixe pour 40 M€
- tunnel Euribor 3M pour 40 M€

La juste valeur de ces instruments de couverture figure au passif du bilan au 30 juin 2009 pour un montant de (2 919) K€

Expositions aux risques de marché de change :

Sur le portefeuille de couvertures en devises au 30 Juin 2009

Couvertures par achats à terme et options USD : 109 299 K USD

Sur la base d'un cours EUR/USD de 1.4134 (cours BCE du 30/06/2009) la valeur de marché du portefeuille de couvertures en USD est de (4 267 K€)

L'impact sur ce portefeuille d'une variation de marché à la hausse ou à la baisse de 10% et 25% par rapport à ce cours BCE est donné ci-dessous :

Paramètres de marché	Valeurs de marché du portefeuille	Variations par rapport au 30/06/2009
cours 1.2721 (baisse de 10% de EUR/USD)	4 164	8 431
cours 1.0601 (baisse de 25% de EUR/USD)	21 981	26 248
cours 1.5547 (hausse de 10% de EUR/USD)	-11 871	-7 604
cours 1.7668 (hausse de 25% de EUR/USD)	-19 123	-14 856

Sur les dettes et trésorerie en devises au 30 juin 2009

Sur la base d'un cours EUR/USD de 1.4134 (cours BCE du 30/06/2009) la conversion des dettes et de la trésorerie en devises en euro a généré un gain de change de 65 K€ sur l'exercice 2008.

L'impact d'une variation de marché à la hausse ou à la baisse de 10% et 25% par rapport à ce cours BCE est donné ci-dessous :

Paramètres de marché	Variations en résultat
cours 1.2721 (baisse de 10% de EUR/USD)	-1 178
cours 1.0601 (baisse de 25% de EUR/USD)	-2 799
cours 1.5547 (hausse de 10% de EUR/USD)	294
cours 1.7668 (hausse de 25% de EUR/USD)	1 090

10.7 Résultat par action

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Nombre d'actions total (a)	6 060 204	6 060 204	6 060 204
Nombre d'actions propres (b)	43 113	43 113	43 113
Nombre moyen pondéré d'actions (c) = (a)-(b)	6 017 091	6 017 091	6 017 091
Résultat net de base Part Groupe (d)	31 165 K€	40 384 K€	99 160 K€
Résultat net de base par action Part Groupe (d) / (c)	5,18€	6,71€	16,48€
Résultat net de base et dilué par action Part Groupe (d) / (a)	5,14€	6,66€	16,36€

10.8 Dividendes proposés

L'Assemblée générale du 2 juin 2009 a décidé la distribution d'un dividende de 8 euros par actions au titre de l'exercice 2008 représentant un montant global de 48 137 K€.

D- Rapport des commissaires aux comptes

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Camaïeu, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 6.1 de l'annexe des comptes semestriels consolidés qui décrit les nouvelles normes et interprétations que la société Camaïeu a appliquées à compter du 1er janvier 2009.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Paris et Lille, le 28 août 2009

Les Commissaires aux Comptes
FEDER AUDIT
Agnès Nezry

ERNST & YOUNG et Autres
Philippe Fourquet